COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 25 octobre 2013
(convocation du 14 octobre 2013)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Octobre Deux Mil Treize à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MADRELLE Nicolas, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. VERNEJOUL Michel, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphane, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. EGRON Jean-François, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, M. TRIJOLET Thierry.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à Mme LIMOUZIN Michèle de 10 h 40 à 12 h 00
M. CAZABONNE Alain à M. GELLE Thierry à partir de 11 h 20
M. BENOIT Jean-Jacques à M. DUBOS Gérard
M. BRON Jean-Charles à Mme LIRE Marie-Françoise à partir de 13 h 00
Mme CARTRON Françoise à Mme BOST Christine à partir de 12 h 50
M. CAZABONNE Didier à M. ROBERT Fabien à partir de 12 h 00
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. LABARDIN Michel jusqu'à 10 h 15
Mme FAYET Véronique à M. MANGON Jacques à partir de 11 h 05
M. GAUTE Jean-Michel à M. SIBE Maxime
M. HERITIE Michel à M. LAGOFUN Gérard à partir de 12 h 30
M. OLIVIER Michel à M. PENEL Gilles
M. PIERRE Maurice à M. TURON Jean-Pierre
M. SAINTE-MARIE Michel à M. BAUDRY Claude
M. SOUBIRAN Claude à M. SOLARI Joël
Mme LACUEY Conchita à M. COUTURIER Jean-Louis à partir de 12 h 45
M. SOUBABERE Pierre à M. TOUZEAU Jean à partir de 11 h 30
Mme TERRAZA Brigitte à Mme De FRANCOIS Béatrice à partir de 13 h 00
M. AMBRY Stéphane à M. TRIJOLET Thierry à partir de 13 h 20
Mme. BALLOT Chantal à M. GUICHOUX Jacques
M. BAUDRY Claude à M. ANZIANI Alain à partir de 12 h 00

M. BONNIN Jean-Jacques à M. DUPRAT Christophe à partir de 12 h 20
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme BREZILLON Anne jusqu'à 12 h 15
M. CAZENAVE Charles à Mme. PIAZZA Arielle
Mlle COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel à partir de 12 h 30
M. DANJON Frédéric à Mme Laure CURVALE à partir de 12 h 45
Mme. DESSERTINE Laurence à M. DAVID Yohan
M. DUPOUY Alain à M. GUYOMARC'H Jean-Pierre
M. DUART Patrick à Mme CHAVIGNER Michèle à partir de 12 h 10
Mlle. EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie
M. FEUGAS Jean-Claude à Mme. MELLIER Claude
M. GARNIER Jean-Paul à Mme BONNEFOY Christine à partir de 11 h 50
M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. PUJOL Patrick
Mme HAYE Isabelle à M. Pierre HURMIC à partir de 12 h 55
M. JUNCA Bernard à M. QUANCARD Denis
M. MAURIN Vincent à M. GALAN Jean-Claude
M. MOGA Alain à M. BRUGERE Nicolas
M. PAILLART Vincent à M. VERNEJOUL Michel
M. POIGNONEC Michel à M. FLORIAN Nicolas
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel à partir de 12 h 00
M. REIFFERS Josy à Mme. PARCELIER Muriel
Mme. SAINT-ORICE Nicole à M. BRON Jean-Charles
Mme. TOUTON Elisabeth à M. DUCASSOU Dominique
Mme. WALRYCK Anne à M. GAÜZERE Jean-Marc

EXCUSES :

LA SEANCE EST OUVERTE

Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) - Communauté urbaine de Bordeaux - Programme d'actions dans le domaine des risques géologiques - Décision - Convention - Autorisation

Monsieur PIERRE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux est soumis à différents types de risques naturels (inondations, feux de forêt...), notamment des risques liés au sol et au sous-sol. Les éléments de connaissance sur les risques du sol et du sous-sol sont limités, en particulier les risques liés aux mouvements de terrain.

Les enjeux économiques, environnementaux et d'aménagement du territoire requièrent l'accès à une connaissance précise du sol et du sous-sol. La finalité du programme partenarial proposé vise une meilleure prévention et prise en compte des risques liés au sous-sol sur l'ensemble du territoire communautaire, dans le cadre, notamment, de la construction et des aménagements urbains.

1. Les enjeux de l'étude des risques géologiques sur La Cub

Des risques présents sur La Cub

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol. Il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques. Il regroupe des phénomènes d'instabilité liés soit à des processus naturels (dissolution ou érosion favorisées par l'action de l'eau), soit à des processus anthropiques (travaux d'aménagement, carrières souterraines).

Les risques du sol et du sous-sol sont bien présents sur le territoire communautaire. Ils peuvent être de plusieurs types :

- risque retrait gonflement des argiles,
- risque effondrement de carrières,
- risque éboulement de falaises,
- risque effondrement de terrains naturel,
- risque érosion des cours d'eau.

La présente convention vise à mieux connaître et cartographier le risque éboulement de falaises. Il s'agit de mouvements liés aux versants calcaires (falaises, coteaux argileux ou argilo-sableux) s'exprimant sous forme de glissement de profondeur et d'extension variable. Ce risque lié au sol le plus prégnant et le plus dangereux sur le territoire de la Cub.

Les communes de la rive droite, à proximité du coteau, sont concernées par ce risque : Lormont, Cenon, Floirac et Bouliac.

Les risques associés sont les suivants :

- les chutes de pierres ou de blocs. Les éléments décrochés sont d'un volume de quelques dm^3 à plusieurs m^3 ;
- les éboulements ou écroulement en masse de pans de falaises ou d'escarpements rocheux qui mobilisent quelques centaines, voire quelques milliers de m^3 ;
- les glissements de terrain dont les volumes de terrain peuvent être considérables ;
- les coulées boueuses.

Sur les communes situées en bordure rive droite de la Garonne au sud de Bouliac (au contexte géomorphologique sensiblement comparable à celui de la zone d'étude), des instabilités plus ou moins anciennes ayant mobilisé des volumes de plusieurs dizaines de m^3 sont connues et témoignent de l'ampleur d'évènements susceptibles de survenir sur la zone de coteau du territoire communautaire.

Le dernier évènement en date recensé correspond à un éboulement d'une centaine de m^3 survenu le 18 juin 2013 sur la commune de Cenon, phénomène au cours duquel un bloc de 1 m^3 environ s'est propagé jusque sur la chaussée du boulevard de l'Entre-Deux-Mers.

Le P.L.U. doit intégrer des éléments pour la prévention des risques naturels et technologiques prévisibles, notamment en l'absence de Plan de Prévention des Risques, ce qui est le cas pour les risques géologiques. Le plan de zonage et les prescriptions doivent prendre en compte ces risques, en interdisant tout type de construction dans les zones les plus sensibles et en prescrivant des mesures constructives sur les zones moins sensibles. La Cub travaille aujourd'hui à affiner la prise en compte des risques dans le P.L.U. 3.1 et les éléments de connaissance sur les risques du sol et du sous-sol sont limités. Une fois cette étude réalisée, les données sur les risques liés au sol pourront être intégrées au P.L.U. dans le cadre d'une prochaine procédure d'évolution.

L'atlas des risques/observatoire des risques

L'amélioration de la connaissance des risques sur le territoire de La Cub, en particulier par la constitution d'un observatoire, est un enjeu fort de la politique de gestion des risques. Un nombre important de données, en particulier sur le risque inondation, existe avec les nombreuses études réalisées.

Sur les autres risques, la constitution de l'observatoire et d'un atlas cartographique des risques nécessite la stabilisation/qualification des données, voire le recueil de données nouvelles. C'est notamment le cas pour certains risques liés au sol et au sous-sol dont le risque d'éboulement de falaise.

De plus, la meilleure connaissance de ces risques permettra leur intégration simplifiée aux documents communaux sur les risques : Plans Communaux de Sauvegarde (P.C.S.) et Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

2. La convention de recherche et développement avec le BRGM

Le programme d'actions proposé se base sur un partenariat entre La Cub et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (B.R.G.M.) dont les termes sont définis dans une convention de recherche et développement partagés (ci-annexée). Cette convention est conclue dans le cadre d'une dérogation aux règles des marchés publics prévue à l'article 3-6° du Code des marchés publics (« *services de recherche et développement pour lesquels le pouvoir adjudicateur n'acquiert pas la propriété exclusive des résultats ou ne finance pas entièrement la prestation* »). Cela permet de bénéficier d'un financement du B.R.G.M. à hauteur de 20 %.

Créé en 1959, le B.R.G.M est un établissement public à caractère industriel et commercial. Il est placé sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, d'une part, et du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, d'autre part

Les activités de service public du B.R.G.M. regroupent l'ensemble des missions d'appui aux politiques publiques réalisées au profit de l'État, d'établissements publics et de collectivités locales.

Ce partenariat sur les risques naturels avec La Cub entre pleinement dans le cadre des missions de service public du B.R.G.M. d'appui aux collectivités. A ce titre, une part du financement de l'étude sera supportée par la Subvention pour Charges de Service Public du B.R.G.M., apportée par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

3. Contenu du programme d'actions et calendrier

Le programme proposé s'articule autour des deux modules suivants :

- **Module 1 : Travail préalable de collecte et de concaténation des données de sondages sur les 4 communes de la zone d'étude**

De nombreuses données de sondages existent sur le territoire de l'agglomération et constituent une des principales sources d'informations exploitables pour la connaissance du sous-sol et des risques associés. Ce module de travail consistera en un travail de collecte et de recoupement des différentes sources d'informations sur les sondages existants sur les 4 communes de la zone d'étude liée aux mouvements de terrain (Bouliac, Floirac, Cenon et Lormont). Celui-ci constitue le préalable indispensable à la réalisation du module 2. En effet, ces sondages permettront de préciser la lithologie et l'organisation des terrains nécessaires à la caractérisation des aléas à l'échelle de travail (1/5 000).

- **Module 2 : Qualification et cartographie des aléas de mouvements de terrain (glissements de terrain, chutes de blocs et éboulements)**

L'objectif de ce module est d'effectuer une cartographie de l'aléa mouvements de terrain à l'échelle 1/5 000 sur les secteurs de coteaux des communes de Bouliac, Floirac, Cenon et Lormont. Sur les zones de risques les plus forts, des mesures de sécurisation (prévention, protection) seront dans un second temps définies.

Cette cartographie sera réalisée en exploitant la base de sondages mise à jour et complétée dans le module 1 et en réalisant une expertise in situ.

La déclinaison technique et précise de l'opération est détaillée dans le programme d'actions en annexe.

Le programme d'actions est prévu sur une période de 18 mois, à compter de la signature de la convention (8 mois pour la phase 1 et 16 mois pour la phase 2 dont une partie est réalisée en simultanée).

4. Financement

Le financement de ce programme d'actions est réparti entre La Cub et le B.R.G.M. de la façon suivante :

Actions	Cub (80 %)	BRGM (20 %)	TOTAL
Module 1 : évaluation et qualification de la base de sondages de La Cub	29 660,80 € TTC	7 415,20 € TTC	37 076,00 € TTC
Module 2 : quantification et cartographie des aléas de mouvements de terrain	76 328,72 € TTC	19 082,18 € TTC	95 410,90 € TTC
TOTAL modules 1 et 2	105 989,52 € TTC	26 497,38 € TTC	132 486,90 € TTC

En parallèle, d'autres cofinancements sont en cours de recherche, notamment auprès des fonds FEDER, pour un cofinancement à hauteur de 30 % et auprès du fonds de prévention des risques naturels majeurs, pour un cofinancement pouvant aller jusqu'à 50%.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 relatif à l'organisation administrative et financière du Bureau de Recherches Géologiques et Minières, notamment son article 2, le B.R.G.M. est habilité notamment à "*conclure avec l'État, les collectivités territoriales et leurs groupements ou toute autre personne publique des conventions en vue de réaliser des missions d'ordre général ou particulier compatibles avec son objet.*"

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDÉRANT QUE

les communes de la rive droite sont concernées par le risque éboulement de falaises, le partenariat avec le B.R.G.M. vise à une meilleure connaissance de ce risque.

DÉCIDE

Article 1 – Monsieur le Président est autorisé à signer la convention de recherche et développement partagés relative au financement du programme d'actions du Bureau de Recherches Géologiques et Minières dans le domaine des risques géologiques.

Article 2 – Monsieur le Président est autorisé à approuver la participation financière de la Communauté urbaine de Bordeaux au programme d'actions du Bureau de Recherches Géologiques et Minières pour la somme de 105 989,52 € TTC.

Article 3 – La dépense correspondante sera imputée sur le budget principal de l'exercice en cours en section d'investissement au chapitre 011 – compte 617 – fonction 8320 CRB UD00.

Article 4 – Monsieur le Président est autorisé à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 25 octobre 2013,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
13 NOVEMBRE 2013

PUBLIÉ LE : 13 NOVEMBRE 2013

M. MAURICE PIERRE